



Choux cultivés par une coopérative de nutrition en Mauritanie

# Gouvernance alimentaire mondiale: Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Mai 2010

Il y a six mois, en octobre 2009, les dirigeants mondiaux ont convenus d'apporter des réformes au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) afin d'en faire « la plateforme politique centrale des Nations Unies chargée de la sécurité alimentaire et de la nutrition » en vue d'« lutter pour un monde libéré de la faim ».<sup>1</sup> L'année en cours constitue l'occasion ou jamais de transformer le CSA en un forum mondial efficace pouvant mener la gouvernance mondiale vers une véritable sécurité alimentaire.

## Coordination d'un système alimentaire mondial

La manière dont nous nous nourrissons est devenue mondialisée depuis de nombreuses décennies. Cependant, nous ne disposons d'aucun moyen permettant de gérer et de coordonner ce système alimentaire mondial. Ce dernier s'est manifestement effondré et requiert une certaine coordination.

Aujourd'hui, le monde produit suffisamment de denrées alimentaires pouvant nourrir à peu près le double de la population mondiale actuelle. Cependant, plus d'un milliard de personnes

souffre de la faim en permanence. Cette situation n'est pas due à la guerre ou aux catastrophes naturelles. Elle est plutôt tributaire des défaillances systémiques dans la façon dont nous produisons, partageons, achetons et vendons les produits alimentaires.

L'Afrique se distingue comme étant la seule région où la production alimentaire moyenne par habitant n'a cessé de baisser au cours des quatre dernières décennies. Aujourd'hui, plus de 265 millions de personnes, principalement des femmes et des enfants, souffrent de malnutrition et d'insécurité alimentaire chronique.

Les années 2007 et 2008 ont mis en évidence le caractère mondial de la chaîne alimentaire et ses dangers. A travers le monde, de nombreux facteurs à court terme ont contribué à la flambée des prix des produits alimentaires. Il s'agit notamment :

- Des politiques sur les biocarburants en Europe et aux États-Unis ;
- De l'enchérissement de la spéculation sur les produits agricoles dû à la baisse de la spéculation sur les stocks high-tech et du début de la crise du marché immobilier américain ;
- De la sécheresse en Australie et en Chine.

<sup>1</sup> FAO, *Réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale: version finale*. Rome: FAO, 2009. CFS:2009/2 Rev.2, ¶2 & 4. Voir à l'adresse suivante : [www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs0910/ReformDoc/CFS\\_2009\\_2\\_Rev\\_2\\_F\\_K7197.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs0910/ReformDoc/CFS_2009_2_Rev_2_F_K7197.pdf)

Les gouvernements africains n'avaient aucun contrôle sur ces questions. Toutefois, ces dernières ont occasionné des effets désastreux sur le continent. Une augmentation massive des prix des aliments de base a conduit à l'accroissement de la faim et a provoqué des émeutes et des troubles sociaux dans plusieurs pays. Les récentes baisses des prix sur le marché mondial n'ont pas été ressenties sur les marchés locaux africains, où les prix restent en moyenne encore plus élevés que ceux enregistrés au cours des années précédentes.

Un système alimentaire mondial ne peut être régi qu'au niveau mondial et multilatéral. Il est donc impérieux de mettre en place un forum mondial susceptible de coordonner le système alimentaire mondial et de répondre aux facteurs mondiaux tels que les aspects de la flambée des prix des produits alimentaires de 2008. Le CSA dispose des capacités requises pour devenir un forum au sein duquel tous les pays ont leur mot à dire. Ainsi, pour tirer parti de ce potentiel, les gouvernements africains et la société civile doivent activement participer et utiliser le CSA.

### **Comment est-ce que cela est lié au Partenariat mondial et aux organes actuels de l'ONU ?**

Lors de la flambée des prix alimentaires mondiaux de 2008, les dirigeants mondiaux ont sollicité la mise en place d'un «Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition », qui a été convenu au début de 2009. Le Partenariat mondial est basé sur les structures existantes afin d'améliorer leur coordination et leur efficacité en évitant ainsi de créer une nouvelle structure qui ne ferait que reproduire les travaux déjà en cours. Les pays du G8 ont annoncé une contribution d'environ 22 milliards de £ en faveur du Partenariat mondial.

Le CSA

« ...en tant qu'élément central du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, en constante évolution, constituera la principale plateforme internationale et intergouvernementale... »<sup>2</sup>

Les fonds du Partenariat mondial sont détenus dans un fonds d'affectation spéciale multi-donateurs à la Banque mondiale. Les décisions concernant ce fonds seront gérées par les pays donateurs, cinq pays bénéficiaires, la Fondation Gates et la Banque mondiale à titre de fiduciaire. Ainsi, contrairement au contexte du CSA, en tant que faisant partie de l'ONU, chaque pays membre

dispose d'une voix égale dans la prise de décision.

Le fonds d'affectation spéciale de la Banque mondiale doit impérativement respecter le rôle politique central que joue le CSA au sein du Partenariat mondial. Le fonds devra être utilisé conformément aux priorités politiques du CSA et non pas pour financer tout autre programme géré par la direction du fonds d'affectation spéciale. Les pays africains doivent jouer ici un rôle clé en s'assurant que le CSA répond à ses objectifs et qu'il est à la hauteur de ses responsabilités en élaborant les principes opérationnels et les priorités dont a besoin le fonds d'affectation spéciale.



Un agriculteur africain lors du Sommet mondial de l'alimentation, Rome, 2009

<sup>2</sup> op cit, ¶14



Il existe trois principales agences de l'ONU dont les activités ont trait à la sécurité alimentaire: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Toutes ces trois agences participent dans la gestion des activités du CSA. Elles sont représentées au sein du Groupe consultatif du CSA. En outre, le petit Secrétariat du CSA comprend du personnel de ces trois organisations.

## Rôle du CSA

Le rôle du CSA est encore en cours d'évolution. Il s'agit principalement de :

- Faire fond sur le PDDAA au niveau continental afin de le relier au cadre stratégique global pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.<sup>3</sup>
- Établir les priorités politiques mondiales de l'action internationale et multilatérale et du financement de la sécurité alimentaire, grâce à son processus démocratique de prise de décision.
- Favoriser l'élaboration, au niveau régional, des politiques et des règlements afin de répondre aux questions transfrontalières relatives à la sécurité alimentaire.
- Appuyer l'élaboration de plans nationaux de sécurité alimentaire à travers des conseils et des directives élaborées à partir des leçons apprises et des meilleures pratiques constatées à travers le monde.
- Veiller à ce que le financement des donateurs en faveur de la sécurité alimentaire est acheminé par le biais des plans nationaux de sécurité alimentaire et sans conditionnalité.
- Assurer le suivi sur le plan national et la communication des informations sur la mise en œuvre des politiques et l'utilisation des fonds.
- Prendre l'avant-garde, en tant qu'organe plus démocratique, dans la réforme de la Convention relative à l'aide alimentaire afin d'assurer que l'aide alimentaire n'est pas une forme déguisée de dumping et qu'elle est en mesure d'appuyer la production agricole locale.
- Établir des lignes directrices à caractère contraignant sur la sécurité alimentaire pour les autres organes intergouvernementaux tels que l'OMC, le FMI et la Banque mondiale afin d'éviter la «schizophrénie» dans les politiques mondiales.

Toutefois, le CSA ne devra pas se limiter à ces domaines. Il doit être en mesure de jouer un rôle

<sup>3</sup> *op cit*, ¶16

visionnaire et ambitieux et il est temps que sa vision soit établie.

## Quelle est la structure du Comité de la sécurité alimentaire mondiale ?

Le CSA est un forum mondial permettant aux acteurs internationaux de travailler ensemble en vue d'éliminer la faim et d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous les êtres humains.

À la base, le CSA est constitué d'un comité intergouvernemental. Il est ouvert à tous les pays membres de l'ONU, membres ou non de la FAO et membres du PAM et du FIDA.

- Le comité est également ouvert aux institutions suivantes :
- Les organes des Nations Unies
- Les organisations de la société civile et leurs réseaux
- Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et d'autres réseaux internationaux de recherche agricole
- La Banque mondiale, le FMI et les autres institutions financières internationales
- Les organisations du secteur privé et les organisations philanthropiques

Ces participants peuvent prendre part activement aux travaux du comité. Toutefois, les décisions sont uniquement prises par les pays membres.

Le CSA dispose d'une équipe spéciale de haut niveau pour mener des études et des analyses spécialisées afin d'orienter les travaux du comité.

Le CSA se réunit à Rome. Au cours de la période entre les réunions, ses activités sont Membres du Bureau du CSA dirigées par un Bureau et un Comité consultatif. Le Bureau est composé de représentants de 13 pays, conformément à la pratique courante de l'ONU en matière de représentation régionale.

## Membres du Bureau du CSA

Actuellement, les États membres du Bureau du CSA sont les suivants :

Algérie	Guatemala
Australie	Japon
Belgique	Jordanie
Brésil	Malaisie
Egypte	Philippines
États-Unis	Russie
Guinée équatoriale	

La présidence est actuellement aux Philippines.

Le Bureau du Comité consultatif est constitué par des représentants de la FAO, du PAM, du FIDA et des représentants des groupes de participants repris ci-dessus.

Le CSA est appuyé par un petit secrétariat qui peut être contacté à l'adresse suivante : [cfs@fao.org](mailto:cfs@fao.org)

## Qu'est ce que cela signifie pour les gouvernements africains ?

La sécurité alimentaire occupe toujours une place importante sur l'agenda international actuel. Le nouveau CSA jette les bases d'une gouvernance efficace du système alimentaire mondial. Cependant, il revient avant tout aux gouvernements d'en faire une réalité.

À l'heure actuelle, le rôle que le CSA va jouer, la manière dont il va fonctionner, les tâches qu'il doit entreprendre et la portée de son autorité n'ont pas encore été déterminés. Les gouvernements africains doivent jouer un rôle de premier plan dans la transformation du CSA en un forum où les besoins et les priorités du continent africain pourront être reconnus, soutenus et abordés. À ce stade précoce, il est particulièrement important d'affirmer le rôle politique central du CSA, au sein duquel tous les gouvernements africains sont représentés, en jouant un rôle pilote dans le Partenariat mondial.

Il est important que les gouvernements africains prennent part aux réunions du CSA à Rome à un niveau décisionnel élevé et travaillent avec les pays représentant l'Afrique au sein du Bureau, notamment l'Algérie et la Guinée équatoriale, pendant les périodes entre les réunions.

---

4 *op cit*, ¶11

## Qu'est ce que cela signifie pour la société civile africaine ?

Le CSA est une initiative qui demeure à ce jour unique dans la mesure où la société civile peut y participer. La société civile n'a pas que la qualité d'observateur au sein du CSA, comme dans d'autres organisations des Nations Unies. Elle est plutôt en mesure de participer aux débats, de contribuer aux documents du CSA et de soumettre des propositions.

Le CSA donne priorité à la participation des organisations suivantes :

« Les organisations représentant les petits agriculteurs, les pêcheurs artisanaux, les éleveurs, les paysans sans terre, les citadins pauvres, les travailleurs du secteur agricole et alimentaire, les femmes, les jeunes, les consommateurs, les peuples autochtones et les ONG internationales ».<sup>4</sup>

Il s'agit ici d'une excellente opportunité qui permet de communiquer directement les connaissances et l'expérience des communautés locales à une institution décisionnelle internationale. La société civile africaine doit tirer le meilleur parti de cette opportunité afin de participer dans la définition des politiques mondiales de sécurité alimentaire qui réellement en faveur des populations.

Les représentants actuels (par intérim) de la société civile au sein du Comité consultatif sont les suivants :

- Mamadou Cissokho, ROPPA
- George Dixon Fernandez, MIJARC
- Béatrice Gasco-Verdier, IPC
- Chris Leather, Oxfam International

Le mécanisme par lequel la société civile s'engagera avec le CSA est en cours d'élaboration. Vous pouvez obtenir d'autres informations en s'adressant à :

- [cso4cfs@gmail.com](mailto:cso4cfs@gmail.com)



Séchage des tomates en Mauritanie



ACORD  
ACK Garden House  
1<sup>st</sup> Ngong Avenue  
Nairobi  
Kenya

[info@acordinternational.org](mailto:info@acordinternational.org)  
[www.acordinternational.org](http://www.acordinternational.org)  
+254 20 272 1186/85/72

